DE LA PANDÉMIE À 2030: LES FÉMINISTES VEULENT UN CHANGEMENT DE SYSTÈME PROTEGER LA PLANETE ET DEVELOPPER LA RESILIENCE

« Les femmes devaient déjà faire face aux demandes excessives des membres de la famille pendant le confinement : cuisiner, nettoyer, laver, soigner les malades, aider les enfants à faire leurs devoirs, tisser pour faire face aux réductions de salaire, appeler à la prière familiale, gérer les conflits familiaux, etc. Elles vont désormais devoir faire face à l'arrivée inattendue d'Harold (le cyclone tropical) : faciliter le déplacement vers les centres d'évacuation, cuisiner pour la famille pendant cette période et s'assurer que les plus jeunes et les plus âgés de la famille se trouvent en lieu sûr. Sans parler de l'après-cyclone : tout nettoyer immédiatement, évaluer les dégâts, faciliter le relogement des membres de la famille, nourrir la famille et répondre aux besoins familiaux. Tout cela, en veillant à ce que les membres de la famille respectent des règles d'hygiène strictes imposées par le coronavirus. »

- Ofakilevuka ('Ofa) Guttenbeil-Likiliki, Tonga

COMMENT EN EST-ON ARRIVÉ LÀ ?

En 2015, le monde s'est mis d'accord sur une Feuille de route pour le développement durable composée de 17 objectifs : l'Agenda 2030 des Objectifs de développement durable. Si ces objectifs sont atteints, nous vivrons dans un monde plus juste, respectueux de la terre et des océans, un monde qui travaillerait conjointement pour mettre fin au changement climatique. Avec cette Feuille de route, la réalisation de l'égalité des sexes serait un objectif en soi et un guide transversal nécessaire à la réalisation de l'ensemble de l'Agenda 2030.

Cependant, avant la crise sanitaire, les pays n'étaient pas sur la bonne voie pour atteindre les objectifs fixés par l'Agenda 2030. Ils restent profondément enracinés dans des systèmes opprimants qui empêchent la redistribution du pouvoir, des richesses, des ressources et qui entravent les actions efficaces menées pour la préservation de notre environnement. **Le patriarcat, la suprématie blanche, l'extractivisme, les régimes militaires et le néolibéralisme** sont autant de logiques omniprésentes et oppressives qui dominent la gouvernance mondiale et nos systèmes socio-économiques. Ces logiques créent et maintiennent des injustices environnementales et climatiques et des inégalités désormais exacerbées par la crise climatique.

L'essor du **capitalisme, le pouvoir des entreprises** (les sociétés qui exploitent les combustibles fossiles et l'agriculture industrielle) a conduit à l'exploitation des personnes et de notre planète aux fins de générer des profits. **L'accaparement des terres**, souvent au profit de l'agriculture industrielle ou des infrastructures et sous l'impulsion des entreprises, entraîne la déforestation, la disparition de la biodiversité et la généralisation des violations des droits humains, comme le droit des femmes et des peuples autochtones **à posséder leurs terres**.

La mainmise des entreprises sur les pouvoirs militaires et gouvernementaux exacerbe la crise climatique parce qu'elles privilégient les modèles économiques d'extraction par rapport aux modèles de régénération. Ceci menace la viabilité des écosystèmes, la souveraineté autochtone et limite encore davantage la possibilité d'une gouvernance environnementale durable, dirigée et contrôlée démocratiquement par le peuple ainsi que le renforcement des protections sociales. Alors que la crise climatique exacerbe les catastrophes naturelles, comme les cyclones dans la région du Pacifique et en Asie survenue en pleine pandémie, elle amplifie aussi les inégalités sociales et les disparités d'accès aux services sociaux.

L'impact sur les différents genres est inégal, car le **patriarcat** attribue des rôles bien définis aux femmes et aux filles, les rendant ainsi plus vulnérables. Celles-ci sont donc marginalisées et peuvent difficilement se hisser au même niveau que les hommes ou acquérir des responsabilités. Les femmes et les filles assument un niveau de responsabilité disproportionné dans la gestion des déchets et des ressources naturelles, dans la collecte de l'eau, des combustibles pour la maison, ou

pour la recherche de nourriture. Pour accomplir ces tâches **domestiques et d'entretien**, les femmes et les filles dépendent souvent des biens communs, parce qu'elles n'ont pas ou ne peuvent pas posséder leur propre terre. Lorsque les femmes et les filles perdent l'accès aux terres communes, aux forêts, à cause de l'accaparement des terres, leurs responsabilités ne disparaissent pas. Au contraire, elles doivent aller plus loin et sont encore plus sollicitées (ce qui met encore plus leur santé en danger).

Lorsque des **catastrophes** surviennent (ce qui est désormais plus fréquent en raison du changement climatique et de la dégradation des terres) les enquêtes démontrent que les femmes sont plus susceptibles d'être tuées à un âge plus précoce que les hommes, en raison des **inégalités de genre** qui encadrent l'accès aux ressources, aux informations et en raison de la **répartition sexuelle du travail**. Par exemple, les responsabilités de soins peuvent rendre difficile la recherche ou l'obtention d'un logement approprié et les normes restrictives basées sur le genre peuvent limiter leur capacité à se déplacer librement en public et chercher un logement. En général, les écarts de richesse, de salaire et la division du travail entre les sexes créent des niveaux de pauvreté plus élevés chez les femmes, ce qui les empêche d'être autonomes au niveau économique et de se remettre financièrement d'une catastrophe et des changements radicaux, car leur travail dépend de leur environnement.

Les solutions qui ne prennent pas en compte les droits humains, les responsabilités, les ressources et les opportunités dans une perspective de genre basée sur les données désagrégées, vont reproduire, pire, elles vont exacerber les inégalités existantes et vont perpétuer les régimes sociaux et environnementaux injustes qui ont accéléré le changement climatique et exacerbé la crise du Coronavirus.

RECOMENDACIONES DU GRANDE GROUPE DES FEMMES

Les recommandations suivantes et les autres recommandations de cette série proposent différentes approches holistiques qui pourront s'avérer utiles. En suivant ces recommandations, nous pouvons sortir de cette crise sanitaire du Covid-19, prêtes pour construire un avenir plus juste et équitable et atteindre les objectifs de l'Agenda 2030.

- Accroitre considérablement nos efforts pour mettre fin à la crise climatique et intégrer des actions climatiques sensibles au genre dans tous les plans de relance post-COVID-19 afin d'assurer une **transition et une relance justes.**
- **Démilitariser et mettre fin aux subventions du secteur des énergies fossiles.** Par contre, pour mettre fin à la crise climatique, soutenir une approche holistique et sensible au genre et une approche systémique pour des solutions transformatrices qui défendent les droits humains et l'égalité de genre.
- Les plans de relance doivent être assujettis au respect de règles de **protection de l'environnement et des droits humains.**
- Donner la priorité aux besoins des communautés et des travailleur(se)s dans tous les plans de relance et non les intérêts des entreprises, en particulier des entreprises de combustibles fossiles. Lorsque les entreprises sont soutenues par ces plans, donner la priorité aux **industries des soins ou aux infrastructures à faible émission de carbone.**
- Pendant la crise, continuer à **appliquer de manière agressive les réglementations environnementales** et à mettre en œuvre de nouvelles réglementations après la crise ; ce qui va accélérer les actions qui permettront de mettre fin à la crise climatique et d'atteindre les objectifs de l'Agenda 2030.
- Promouvoir un régime foncier sûr, respecter et rétablir les droits fonciers, y compris les droits fonciers communautaires et protéger les défenseur(e)s de l'environnement, des droits des femmes contre toute forme d'intimidation, de harcèlement et de violence, afin que les et les communautés autochtones puissent disposer de leurs terres en toute sécurité.
- Protéger les droits humains des **défenseur(e)s** des droits fonciers, des **droits de l'environnement et des droits des femmes, y compris** le droit à l'information, à la liberté de réunion et d'expression, ainsi que la protection contre le harcèlement, l'intimidation et la violence. Tenir tous les acteurs, étatiques ou non, responsables de tout type de violation des droits humains.